

Conseil permanent de la jeunesse

**Pour accroître la réussite
éducative, le temps est venu...**

Mémoire présenté à la Commission de l'éducation

Août 1996

Le comité de travail sur l'éducation :

Marc-André Dowd, vice-président
responsable du comité
Diane Denault, membre
Christine Lagacé, membre
Yves Legault, membre
Julie Lévesque, vice-présidente
Marie-Julie Michaud, membre
Michel Philibert, président
Sophie Poirier, membre

Rapporteur du comité :

Yvan D'Amours

Collaboration :

René Simard

Secrétariat :

Danielle Gagnon

NOTE

Pour alléger le texte,
le masculin est parfois
utilisé pour désigner
les deux sexes.

Conseil permanent de la jeunesse

875, Grande Allée Est, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5W5

Gouvernement du Québec

Dépôt légal - 1996

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 2-550-30540-X

À PROPOS DU CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE

Le Conseil permanent de la jeunesse est un organisme gouvernemental qui a pour mandat de conseiller le ministre responsable de la jeunesse, en l'occurrence le ministre délégué aux Relations avec les citoyens, sur toute question relative à la jeunesse. Il est formé de 15 jeunes provenant de différentes régions du Québec et travaillant ou étudiant dans divers domaines (affaires sociales, culture, éducation, administration, etc.).

TABLE DES MATIÈRES

À propos du Conseil permanent de la jeunesse	3
Introduction	7
1. Accroître la réussite scolaire, mais de quelle réussite parle-t-on ?	9
2. À propos du Plan d'action sur la réussite éducative	11
3. De ce qu'il faut cesser de faire, le temps est venu...	13
4. De ce qu'il faut faire maintenant, le temps est venu...	15
4.1 Recommandations générales	15
4.2 Recommandations spécifiques à la formation professionnelle	20
Conclusion	23
Annexe 1	25
Rappel des recommandations du Conseil	
Annexe 2	29
Autres publications du Conseil permanent de la jeunesse comportant des recommandations pour accroître la réussite éducative	
Annexe 3	31
Liste des membres du Conseil permanent de la jeunesse	

Dans le sillage du jeune décrocheur, j'ai aperçu des parents à la dérive et des professeurs décrochés.

INTRODUCTION

La remontée importante du taux de décrochage scolaire au secondaire, qui a été observée, entre 1987 et 1991, a suscité une grande préoccupation dans l'opinion publique et a provoqué un certain branle-bas de combat dans le milieu de l'éducation. Une telle réaction n'est guère surprenante d'autant plus que la baisse du taux de réussite est survenue après deux décennies d'augmentation presque continue. De plus, dans un monde où les exigences de formation sont élevées plus que jamais, le diplôme d'études secondaires est considéré comme le minimum requis pour l'intégration d'un jeune au marché du travail. L'abandon scolaire affecte non seulement l'individu, mais aussi l'ensemble de la société.

En 1991, le ministre de l'Éducation de l'époque, Michel Pagé, a réagi aux préoccupations de l'opinion publique et du milieu de l'éducation en tenant une vaste tournée de consultation afin de recueillir les suggestions de voies d'actions pour réduire l'abandon scolaire et augmenter la réussite éducative au secondaire. Le Conseil permanent de la jeunesse a participé à cette consultation et a soumis un avis¹ au gouvernement sur la question. À la fin de l'année 1992, suite à la consultation ministérielle, le ministre Pagé lançait le Plan d'action sur la réussite éducative dont plusieurs éléments sont encore opérationnels actuellement.

Bien qu'un peu moins manifeste aujourd'hui qu'il y a quatre ans, l'intérêt de la population et du monde de l'éducation pour l'accroissement de la réussite éducative est encore bien présent. Le sujet a été soulevé à de nombreuses reprises lors des consultations qui se sont déroulées en 1995-1996 dans le cadre des États généraux sur l'éducation. Le Conseil permanent de la jeunesse a lui-même réitéré ses préoccupations et ses recommandations en matière de réussite éducative dans un mémoire publié en octobre dernier².

-
1. Conseil permanent de la jeunesse. *«Raccrocher» l'école aux besoins des jeunes*, avis concernant le plan du ministère de l'Éducation visant à accroître la réussite éducative, Québec, CPJ, 1992, 39 p.
 2. Conseil permanent de la jeunesse. *«L'éducation dans tous ses états»*. Québec, CPJ, octobre 1995, 55 pages.
-

Dans le contexte des États généraux sur l'éducation et dans le cadre de la présente consultation de la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale, nous revoilà encore une fois conviés à discuter des moyens à mettre en oeuvre pour favoriser la réussite éducative du plus grand nombre de jeunes assis sur les bancs de nos écoles. Parions que dès l'annonce de cette nouvelle consultation sur les moyens d'accroître la réussite éducative, plusieurs personnes se seront exclamées, tout comme nous : «pas encore une autre consultation sur la lutte au décrochage scolaire?». Mais qu'à cela ne tienne, le Conseil permanent de la jeunesse a jugé important de répondre favorablement à l'invitation de la Commission de l'éducation et de remettre le sujet sur le tapis au moment même où le vent des compressions budgétaires risque de souffler une bonne partie des chantiers mis en place il y a seulement quatre ans.

L'essentiel des recommandations du Conseil permanent de la jeunesse étant contenu dans l'avis intitulé: «Raccrocher l'école aux besoins des jeunes» publié en 1992 ainsi que dans le mémoire intitulé : «L'éducation dans tous ses états» présenté à la Commission des États généraux sur l'éducation à l'automne 1995, il n'a donc pas l'intention de répéter dans les pages qui suivent toute sa réflexion et ses recommandations sur le sujet. Il entend plutôt rappeler certains éléments qui lui semblent prioritaires pour accroître la réussite éducative dans le contexte socio-économique actuel.

En premier lieu, le Conseil précise brièvement ce qu'il entend par réussite scolaire. En second lieu, le Conseil présente ses préoccupations concernant la poursuite du Plan d'action sur la réussite éducative. En troisième lieu, le Conseil interpelle le gouvernement sur *ce qu'il faut cesser de faire* dans le monde de l'éducation si on veut accroître la réussite éducative. En quatrième lieu, le Conseil identifie *ce qu'il faut faire*, selon lui, pour stimuler la réussite scolaire d'un plus grand nombre de jeunes au secondaire.

Pour les membres du Conseil qui étaient eux mêmes sur les bancs de l'école secondaire il y a peu de temps, le temps est venu... d'oser améliorer substantiellement l'école et la formation secondaire.

1. ACCROÎTRE LA RÉUSSITE SCOLAIRE, MAIS DE QUELLE RÉUSSITE PARLE-T-ON ?

La présente consultation porte sur la réussite scolaire, mais quelle est la nature exacte de la réussite dont on parle ? Se mesure-t-elle uniquement par les taux de réussite aux épreuves ministérielles et par les taux de diplomation avec lesquels certains s'amuse à publier des classements et des palmarès ?

Le Conseil croit que non. Bien sûr, le taux de diplomation, le degré de réussite aux examens du Ministère et même les résultats obtenus par les jeunes Québécois lors des épreuves comparatives internationales constituent des indicateurs précieux pour situer le degré de formation atteint par les jeunes du secondaire. Cependant, la véritable réussite scolaire se doit d'être plus que cela. Elle doit aussi se mesurer par la proportion d'élèves qui sortent de l'école secondaire avec la conviction de s'y être épanouis, d'y avoir exploré leurs champs d'intérêt, leurs aptitudes intellectuelles, sociales, sportives et culturelles; d'y avoir développé le goût d'apprendre et d'y avoir acquis des connaissances et des habiletés qui les aideront tout au long de leur vie; de s'être bien préparés adéquatement à intégrer le marché du travail ou à poursuivre des études supérieures ainsi qu'à jouer pleinement un rôle de citoyen à part entière dans la société. La réussite éducative d'un jeune passe obligatoirement par le développement de l'estime de soi. **Pour un jeune, la réussite au secondaire signifie non seulement d'en ressortir plus savant, mais d'y avoir véritablement grandi.** Voilà tout le sens et toute la portée de ce que le Conseil entend par l'expression *réussite scolaire*. Le Conseil est d'avis qu'on devrait également mesurer la réussite telle que nous venons de la définir, en recueillant l'opinion des jeunes en regard des aspects précités, au sortir de leurs études secondaires.

En fait, l'expression *réussite scolaire* utilisée par la Commission de l'éducation dans le cadre de la présente consultation soulève quelque peu l'inquiétude du Conseil puisqu'elle lui semble réductrice. Son utilisation témoigne-t-elle d'un désir de modifier le mandat d'éducation de l'école pour en revenir à une mission plus limitée d'instruction publique ? Le Conseil espère que tel n'est pas le cas, aussi préfère-t-il l'expression *réussite éducative* utilisée au cours des dernières années puisqu'elle convient mieux à la mission fondamentale de notre système d'éducation, à savoir d'assurer le développement global de la personne.

2. À PROPOS DU PLAN D'ACTION SUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

En 1991-1992, à l'occasion de la grande tournée de consultation lancée par le ministre de l'Éducation de l'époque, Michel Pagé, tous les partenaires du monde de l'éducation se sont exprimés pour faire connaître leurs pistes de solution pour lutter contre le décrochage scolaire au secondaire. Le Plan d'action sur la réussite éducative³ qui a fait suite à la consultation de 1992 s'est traduit par de nombreuses actions fort pertinentes aux yeux du Conseil permanent de la jeunesse. Mentionnons la création de la Table nationale de mise en oeuvre du Plan sur la réussite éducative ainsi que des tables régionales regroupant les principaux partenaires clés engagés dans la poursuite des objectifs et la mise en place des actions concrètes dans les écoles pour favoriser la réussite d'un plus grand nombre d'élèves. Soulignons également le financement direct et au mérite de nombreux projets-écoles et une aide particulière pour les milieux défavorisés ainsi que la création du Centre de recherche sur la réussite éducative rattaché à l'Université Laval.

Le document préparé par la Commission de l'éducation pour la présente consultation pose le constat suivant : «Mais après quatre ans de mise en oeuvre de ce plan (le Plan d'action sur la réussite éducative) nous sommes encore loin de l'objectif de diplomation de 80 % au secteur des jeunes». Le Conseil permanent de la jeunesse souligne que plusieurs facteurs peuvent être en cause dans cette situation. D'abord, il est à préciser que le taux de diplomation s'est tout de même amélioré sensiblement, même s'il n'a pas atteint le niveau prévu. Juste avant la mise en place du Plan sur la réussite éducative en 1990-1991, la probabilité d'obtenir un premier diplôme d'études secondaires chez les jeunes de moins de 20 ans se situait à 62,3 %⁴. En 1993-1994, le taux se situait à 67,7 %. Il s'agit là d'un résultat significatif. Ensuite, il faut reconnaître que l'objectif de diplomation fixé à 80 % il y a cinq ans était certainement trop ambitieux, puisqu'une période de quatre ans ne correspond même pas à la durée d'un cheminement au secondaire qui est de cinq ans. De plus, il est à préciser que plusieurs des mesures prévues dans le Plan d'action sur la réussite éducative reposent sur l'adhésion volontaire des écoles, de telle façon que ce ne sont pas tous les milieux concernés qui ont participé avec vigueur.

3. Ministère de l'Éducation. *«Chacun ses devoirs, plan d'action sur la réussite éducative»*. Québec, MEQ, 1992, 38 pages.

4. Ministère de l'Éducation. *«Indicateurs de l'éducation»*, édition 1995. Québec, MEQ, page 103.

De surcroît, le ministère de l'Éducation lui-même n'a pas livré la marchandise au chapitre de certaines actions qu'il était censé poser. Par exemple, le Plan d'action prévoyait que, cinq ans après son lancement, 20 % des élèves de troisième et de quatrième secondaire profiteraient de la Voie technologique⁵. Or, à l'heure actuelle, nous sommes loin du compte. Pourtant il s'agit d'un mode d'apprentissage dont l'efficacité a été démontrée auprès des élèves à risque d'abandon.

Concernant d'autres éléments du Plan d'action sur la réussite éducative, rappelons par exemple que la Table nationale de mise en oeuvre a succombé aux différends entre le gouvernement et la CEQ et que les budgets consacrés au Plan d'action fondent comme neige au printemps, au nom de l'assainissement des finances publiques.

Le Conseil permanent de la jeunesse estime qu'en 1992, le gouvernement et ses partenaires de l'éducation se sont dotés d'un très bon plan d'action et qu'il y a lieu d'en prolonger l'application au-delà de 1996, de le bonifier et d'en corriger les lacunes au fur et à mesure. On ne doit pas encore une fois tenter de refaire la roue et tout balayer sous prétexte que l'objectif terminal n'a pas été atteint en quatre ans ni y mettre un terme au nom de la lutte au déficit.

5. Rappelons que, comme son nom l'indique, la Voie technologique met l'accent sur la technologie dans le but de donner à l'élève le plaisir d'apprendre et d'éveiller sa curiosité intellectuelle à partir d'un projet bien concret. Les jeunes qui suivent la Voie technologique demeurent assujettis aux mêmes contenus de programmes et aux mêmes examens que les élèves de la voie régulière.

3. DE CE QU'IL FAUT CESSER DE FAIRE, LE TEMPS EST VENU...

Le Conseil estime qu'il est grandement temps que le gouvernement cesse de parler de la lutte au décrochage d'un côté pour, de l'autre, décréter des compressions telles qu'elles menacent directement l'encadrement des élèves en difficulté. Mentionnons par exemple qu'au Québec, on consacre maintenant moins d'argent par élève qu'en Ontario et aux États-Unis, alors que c'était l'inverse durant les années 1970 et au début des années 1980. Ainsi, en 1994-1995, les dépenses par élève des commissions scolaires se situaient à 5 897 \$ au Québec contre 6 251 \$ en Ontario et 6 607 \$ aux États-Unis⁶. De plus, les responsables des commissions scolaires et la ministre de l'Éducation doivent cesser de se renvoyer la balle quant à la responsabilité des coupes budgétaires qui affectent les services offerts aux élèves. Chacune et chacun doivent faire tout en leur pouvoir pour se donner les moyens législatifs ou administratifs de protéger les enveloppes consacrées à ces services.

Du côté des syndicats du monde de l'éducation, le Conseil croit que ces derniers doivent cesser de remettre en question leur participation à des groupes de travail ou des plans d'action destinés à aider les élèves, lorsque survient un blocage dans des négociations de conventions collectives ou lorsque le gouvernement remet en question certains acquis de leurs membres. Par exemple, le Conseil juge très regrettable qu'en mars 1993, la CEQ ainsi que les syndicats des professionnels du monde scolaire se soient retirés de la Table nationale de mise en oeuvre du Plan sur la réussite éducative pour protester contre le gel des salaires et les compressions budgétaires imposées par le gouvernement. Le geste gouvernemental suivi du retrait des syndicats de la Table nationale ont donné un sérieux croc-en-jambe au Plan d'action sur la réussite éducative.

Il est temps que les gouvernements qui se succèdent à Québec et même à Ottawa cessent de lancer à grand renfort de publicité des plans ou des programmes de lutte au décrochage pour se retirer quelques années après, laissant sur le carreau tous ces gens qui consacrent tout leur temps, leurs énergies et leurs espoirs dans ces programmes pour aider les jeunes. Citons, dans le cas du gouvernement fédéral, le programme «L'école avant tout» abandonné après quelques années de fonctionnement et de résultats encourageants. Pour ce qui est du gouvernement du Québec, le Conseil lance la question : est-ce que le Plan sur la réussite éducative qui arrive à son terme de cinq ans sera reconduit pour les prochaines années ? Les mandats des politiciens ne durent que quatre ans, mais la lutte au décrochage commande un effort perpétuel qui doit transcender les gouvernements puisque les mesures nécessitent plusieurs années d'application pour produire les résultats escomptés.

6. Ministère de l'Éducation. *«Indicateurs de l'éducation»*, édition 1995, Québec, MEQ, p.23.

4. DE CE QU'IL FAUT FAIRE MAINTENANT, LE TEMPS EST VENU...

4.1 Recommandations générales

4.1.1 Humaniser les polyvalentes et stimuler davantage la participation des élèves

Il est temps qu'on investisse dans l'animation et l'humanisation des polyvalentes de façon à ce que l'école secondaire offre partout un milieu de vie stimulant, c'est-à-dire un lieu où la direction et les enseignants s'engagent auprès des élèves dans du tutorat, dans l'organisation d'activités parascolaires diverses et où les enseignants utilisent des approches pédagogiques qui font participer activement les élèves (enseignement coopératif, «Team teaching», etc.). Les rapports humains chaleureux doivent devenir la règle et non l'exception dans les écoles secondaires.

4.1.2 Intervenir tôt et assurer un suivi efficace auprès des élèves en difficulté

Il est temps qu'on investisse toutes les ressources d'appui nécessaires dès le préscolaire et le primaire de façon à ce que les jeunes qui manifestent déjà des difficultés à cet âge entrent dans une école accueillante qui, plutôt que de les marginaliser et les confirmer dans leur retard ou leur échec, les fassent grandir à leur rythme pour optimiser leurs chances de réussite non seulement scolaire mais aussi sociale. Un pas dans la bonne direction a été fait par le développement des maternelles à temps plein pour les enfants de certains milieux défavorisés. Cependant, cette mesure doit s'accompagner de services professionnels suffisants pour aider les enfants qui manifestent des retards à leur arrivée en première année ou pendant leur cheminement au primaire. Toutes les études démontrent que les élèves qui accusent un retard significatif sur les autres à la fin du primaire risquent fort d'abandonner leurs études secondaires avant l'obtention de leur diplôme. Par conséquent, une aide adéquate et soutenue aux enfants en difficulté de comportement et d'apprentissage tout au long du primaire constitue l'un des fondements de toute action destinée à accroître la réussite éducative.

Afin de mieux aider les élèves en difficulté au primaire et au secondaire, le ministère de l'Éducation a décrété, il y a déjà quelques temps, l'obligation pour les écoles de préparer un Plan d'intervention individualisé pour chaque élève en sérieuse difficulté. Or, à l'occasion d'une consultation d'intervenants scolaires effectuée au printemps dernier, le Conseil a constaté que le personnel scolaire affecté à la préparation et au suivi de ces plans d'intervention était littéralement dépassé par l'ampleur des besoins. On parvient à peine à préparer tous les plans nécessaires pour se rendre compte par la suite que le personnel est ou bien mal préparé ou formé, ou bien en nombre tout à fait insuffisant pour assurer un suivi adéquat de tous les plans d'intervention. Puisqu'il s'agit d'élèves à haut risque de ne pas réussir leurs études, l'ajout de ressources humaines et l'amélioration de la formation du personnel affecté à ces plans représente un élément important d'une stratégie de lutte à l'abandon scolaire.

4.1.3 Développer ou renforcer les partenariats école-communauté

Chaque école doit tout mettre en oeuvre pour solliciter les ressources externes situées dans la communauté et prêtes à s'impliquer bénévolement dans l'aide et le support aux élèves en difficulté. L'école doit s'ouvrir le plus possible aux partenariats avec le secteur communautaire, par exemple, avec les coopératives jeunesse de services qui peuvent offrir aux jeunes à risque de décrocher des projets leur offrant l'opportunité d'assumer des responsabilités dans la société ainsi qu'une expérience du marché du travail leur permettant de constater les exigences et les dures réalités de l'emploi, aujourd'hui.

4.1.4 Offrir à plus grande échelle une alternative à la voie ordinaire au secondaire

Toutes les enquêtes menées auprès de ces jeunes qui décrochent, montrent que le principal motif d'abandon se situe dans la faible motivation pour les études. Ces jeunes, après avoir suivi un parcours semé d'échecs et d'absences de plus en plus fréquents, deviennent persuadés qu'ils ne sont «pas faits pour l'école». Plusieurs voient cette dernière comme un lieu où on ne fait que s'asseoir et écouter des gens débiter une matière qui présente peu de rapports concrets avec leur réalité. Dès lors, ces jeunes voient l'école comme une chaîne de production conçue exclusivement pour les «bolés». De plus, bon nombre de jeunes qui ont réussi à «passer à travers» leur secondaire n'ont pas l'impression d'y avoir appris et surtout, retenu, des éléments essentiels à leur réussite dans leur cheminement ultérieur, soit au cégep ou sur le marché du travail. Par conséquent, des efforts importants doivent être consentis pour offrir à chaque jeune, selon ses intérêts et ses aptitudes, un mode de cheminement, une méthode d'enseignement et un milieu d'étude stimulant leur motivation et leur réussite.

L'un des moyens d'y parvenir réside, selon le Conseil, dans la diversification des projets éducatifs particuliers et des modes de cheminement qui sont offerts aux élèves du secondaire. On doit, en quelque sorte, sortir le secondaire de son moule rigide traditionnel qui agit comme un carcan dont bien des jeunes veulent se libérer au plus tôt.

Si chaque jeune d'une région donnée avait le choix de fréquenter l'école offrant le projet ou l'option éducative répondant le mieux à ses intérêts et à son choix de mode de cheminement, ne serait-il pas plus motivé à persévérer et à réussir ? Si tant de jeunes vont finir leur secondaire à l'éducation des adultes, n'est-ce pas parce que la formule d'enseignement individualisé par modules (qu'on trouve également dans les écoles «de chance») répond mieux à leurs besoins que l'école traditionnelle ? Pourquoi la Voie technologique, qui a déjà démontré son efficacité auprès des élèves à risque, n'est-elle pas offerte dans un plus grand nombre d'écoles ?

Par conséquent, le Conseil recommande au ministre de l'Éducation de stimuler la création de nouveaux projets d'écoles ou d'options particulières d'études à thèmes, par exemple, sports-études, arts-études, option langues, Voie technologique, écoles de raccrochage et d'ouvrir ce genre de programme à un plus grand nombre de jeunes, de façon à répondre davantage à la diversité des intérêts et des aptitudes de ces derniers et de stimuler leur motivation, leur persévérance et leur réussite scolaire et sociale.

À l'heure actuelle, ces options particulières sont trop souvent réservées à une élite d'élèves qui performant déjà au plan scolaire et qui sont à faible risque de décrocher. Dans le cas de la Voie technologique, qui a démontré son efficacité pour stimuler la réussite des élèves à risque d'abandon, le problème réside actuellement dans le faible nombre d'écoles qui offrent cette voie.

La diversité des options ou thèmes d'études, les modes de cheminement et les formules d'enseignement doivent être accessibles au plus grand nombre de jeunes afin d'offrir à chacun un projet scolaire qui corresponde le mieux possible à ses besoins. *Le Conseil souligne le fait qu'à l'intérieur d'une même école, peuvent coexister plus d'un projet éducatif particulier ayant chacun son noyau d'enseignants intéressés par le thème et jouissant de son propre mode d'enseignement.*

Dans les centres urbains où les territoires de plusieurs commissions scolaires se côtoient, on doit faire en sorte que ces dernières se concertent de façon à ne pas pénaliser les élèves qui voudraient aller fréquenter une école offrant un projet scolaire particulier qui les intéresse et qui est située dans une autre commission scolaire. Ouvrir les frontières artificielles des commissions scolaires dans de tels milieux favoriserait également l'établissement d'une saine concurrence et, surtout, d'une complémentarité entre écoles, ce qui stimulerait l'originalité et la qualité des projets éducatifs offerts aux jeunes du secondaire.

Parmi les autres formes d'aménagements ou d'assouplissements susceptibles de favoriser la réussite d'un plus grand nombre d'élèves, le Conseil identifie la diversification des formules d'enseignement et d'organisation des cours où, par exemple, on fonctionne avec des groupes-classes stables en avant-midi pour donner les cours obligatoires qui nécessitent le plus d'attention et de concentration. Ainsi, les élèves peuvent s'identifier à un groupe qui partage la même salle de classe tout l'avant-midi. Ce sont les enseignants qui changent de local. En après-midi, ce sont les élèves qui changent de local et de groupe pour suivre des cours optionnels et des cours obligatoires comme l'éducation physique, les arts plastiques ou la musique. Une telle formule peut faciliter la création d'un sentiment d'appartenance et optimiser l'apprentissage des matières intellectuellement plus exigeantes, en concentrant ces cours en avant-midi, moment où les élèves sont les plus reposés.

Même dans un cheminement scolaire standard, les élèves peuvent être regroupés, pour un cours sur trois par cycle, dans des groupes-matières correspondant à leur rapidité d'apprentissage dans la matière concernée. Une telle formule existe déjà dans quelques écoles. Ainsi, à l'intérieur d'un même groupe-classe, en mathématique ou en français par exemple, trois options sont possibles: «renforcement», «approfondissement» et «enrichissement». Les élèves peuvent changer d'une option à l'autre durant l'année scolaire, dépendamment de leurs résultats. En renforcement, les élèves qui connaissent plus de difficultés reçoivent plus d'explications, font plus d'exercices et d'examens formatifs. S'ils s'améliorent, ils passent à l'option approfondissement (ou vice-versa pour ceux de cette dernière option qui connaissent des difficultés à un certain moment). Les élèves les plus forts suivent l'option enrichissement où ils voient la matière plus rapidement et où on leur donne des exercices supplémentaires plus difficiles dans le temps qui reste. Cependant, tous les élèves demeurent soumis aux mêmes examens sommatifs et aux mêmes critères de réussite. Il s'agit donc d'une façon de mieux adapter l'enseignement aux capacités et besoins de chaque jeune, tout en évitant le piège de l'étiquetage automatique et définitif d'élèves «forts» et d'élèves «faibles».

Parmi les autres formules d'enseignement susceptibles d'accroître la motivation des élèves et le dynamisme de la classe, on retrouve celle dont les leçons magistrales sont concentrées sur une partie seulement de la période, l'autre partie étant consacrée à du travail par petits groupes, déterminés selon les affinités et les capacités des jeunes. On peut laisser davantage de place au travail individuel axé sur des thèmes au choix de l'élève. Les travaux individuels ou par équipes constituent des façons concrètes de permettre à l'élève d'être l'artisan de son propre apprentissage et de sa réussite.

4.1.5 Offrir davantage en matière d'orientation scolaire et professionnelle

On sait que l'abandon scolaire et ses précurseurs, c'est-à-dire, les échecs et les absences répétées, sont souvent liés à l'absence d'orientation professionnelle et de projet de cheminement scolaire clairs chez l'élève. Afin de mieux répondre au questionnement des élèves quant à leur cheminement scolaire et leur orientation professionnelle, l'école doit à la fois améliorer la qualité de l'information scolaire et professionnelle et des ressources humaines d'orientation qu'elle met à la disposition des jeunes. À ce chapitre, elle doit non seulement améliorer la qualité de l'aide offerte aux élèves en cette matière, mais également y affecter des ressources humaines et didactiques supplémentaires, particulièrement à l'intention des élèves de la troisième à la cinquième secondaire et à tous ceux qui manifestent des retards scolaires dûs à une motivation vacillante. Le Plan individuel de formation (PIF) dont il est question dans le récent rapport du Groupe de travail⁷ sur la relance de la formation professionnelle des jeunes au secondaire semble

7. Ministère de l'Éducation. *Rapport du Groupe de travail sur la relance de la formation professionnelle des jeunes au secondaire et de la formation technique*, Québec, MEQ, août 1995, p. 43.

une avenue intéressante à instaurer afin de faciliter une meilleure orientation scolaire et professionnelle des élèves.

4.1.6 Valoriser et reconnaître l'effort et la diversité des talents de chaque élève

L'élève qui manifeste des difficultés d'apprentissage à l'école peut difficilement se sentir valorisé et intégré dans une école qui ne valorise que la performance scolaire des plus forts. Afin d'éviter le développement d'un certain sentiment d'aliénation de l'élève faible et de l'encourager à persévérer et à demeurer à l'école plutôt que de lui faire sentir qu'il est un perdant et qu'il n'est pas à sa place à l'école, il importe de souligner tout autant l'effort et les progrès de ces élèves que les performances des élèves les plus forts. De plus, un grand nombre d'élèves faibles peuvent démontrer de grandes aptitudes dans d'autres aspects que la performance intellectuelle. Il s'agit par exemple du talent dans les sports, de la créativité dans les arts, de la générosité dans l'engagement social ou communautaire, etc.

Afin de stimuler la motivation et l'engagement des jeunes à l'école, en particulier de tous ceux et celles qui peuvent difficilement obtenir les notes les plus élevées et de favoriser également le développement de l'estime de soi, caractéristique essentielle à la réussite, chez le plus grand nombre de jeunes, le Conseil recommande aux autorités scolaires de valoriser et de reconnaître officiellement, par exemple sur le bulletin, dans des communiqués ou lors d'événements spéciaux (ex. : gala Méritas) non seulement les performances scolaires mais également l'effort individuel, le comportement, l'engagement ou la réussite de l'élève dans le domaine des sports, des arts et de la vie scolaire (ex.: activités parascolaires, association étudiante) ou communautaire.

4.1.7 Renforcer le soutien aux projets-écoles

Il est temps qu'on assure aux écoles développant de bons projets favorisant la réussite des enveloppes budgétaires réservées afin d'éviter que ces sommes soient détournées à d'autres fins par la commission scolaire. À cet effet, la formule du financement direct et au mérite de projets issus des équipes-écoles retenue par le Plan Pagé est la bonne et doit continuer de s'appliquer. On doit également exiger et financer des évaluations rigoureuses de ces projets après leur mise en place, de façon à les modifier au besoin pour les rendre plus efficaces.

4.1.8 Stimuler l'engagement des enseignants

Il est temps que l'école facilite le travail et valorise davantage les enseignants et les professionnels non enseignants qui s'engagent généreusement auprès des jeunes comme animateurs, tuteurs, etc., ceux et celles qui ne comptent pas leurs heures et qui ne ménagent pas leurs efforts pour favoriser la réussite de leurs élèves dans tous les secteurs de l'oeuvre d'éducation, c'est-à-dire au plan de leur développement affectif, physique, social autant que sur le plan intellectuel.

Il est temps qu'on applique des formules permettant de réorienter la carrière des enseignants et des directeurs d'écoles épuisés et démotivés afin d'éviter qu'ils ne communiquent leur démotivation aux jeunes dont le degré d'intérêt est déjà faible. De plus, le Conseil souligne que la retraite prévue de milliers d'enseignants au cours des prochaines années risque de ne pas solutionner le problème puisque ceux et celles qui les remplaceront seront probablement ceux et celles qui travaillent depuis déjà dix ou quinze ans comme enseignants à temps partiel ou remplaçants sur appel. Laissera-t-on une place suffisante aux jeunes enseignants qui sortiront prochainement des universités avec une formation meilleure que jamais ? Le Conseil croit que le gouvernement devrait réserver un certain nombre de postes d'enseignements ainsi libérés aux jeunes diplômés du nouveau programme de formation des maîtres.

4.2 Recommandations spécifiques à la formation professionnelle

Le Conseil est convaincu que la valorisation de la formation professionnelle au secondaire ainsi que son accessibilité, en termes académique, financier et géographique, constituent des éléments clés de la réussite éducative pour un nombre important de jeunes, puisque ce type de formation attire traditionnellement une clientèle qui ne désire pas prolonger ses études au-delà du secondaire et qui risque d'abandonner si une formation à caractère pratique, débouchant sur l'exercice d'un métier n'est pas offerte ou n'est pas accessible facilement dans leur communauté.

Par conséquent, l'accroissement de la réussite éducative passe par la mise en place de nouvelles mesures, ou le renforcement de celles qui existent déjà, pour revaloriser, enrichir et hausser l'accessibilité à la formation professionnelle initiale des jeunes au secondaire. Pour y parvenir, l'action et la collaboration des différents partenaires est, aujourd'hui plus que jamais, de mise. Parmi les principaux partenaires concernés en amont de l'école elle-même, on trouve les ministères de l'Éducation et de l'Emploi, la Société québécoise de développement de la main d'oeuvre (SQDM) ainsi que les employeurs.

Le Conseil recommande au gouvernement de mettre en place ou de renforcer les mesures qui suivent, afin d'améliorer la formation professionnelle et, ainsi, favoriser la réussite d'un plus grand nombre d'élèves. Ces mesures sont :

4.2.1

Mieux adapter les programmes de formation professionnelle et le type de pédagogie qu'on y applique aux besoins et aux attentes manifestés par les jeunes attirés par ce type de formation;

4.2.2

Réviser les critères d'établissement de la carte des enseignements, c'est-à-dire la répartition des options offertes dans les différentes régions du Québec, de façon à lier davantage, mais non de façon exclusive, l'offre des programmes de formation professionnelle à la réelle activité économique régionale;

4.2.3

Offrir davantage de lieux de formation dans les régions qui en sont particulièrement dépourvues en misant sur une collaboration plus étroite entre les commissions scolaires, le Ministère, les municipalités, les employeurs, les syndicats, la SQDM et les groupes communautaires actifs auprès des jeunes;

4.2.4

Multiplier les formes de collaboration entre les écoles et les entreprises privées ou publiques, comme les prêts d'équipements, les stages d'élèves en milieu de travail, le développement de centres de recherche technologique, etc. ;

4.2.5

Intégrer à l'école, à l'intérieur d'un même service spécialisé, l'offre d'aide en matière d'orientation, de placement et de recherche de stage en milieu de travail;

4.2.6

Accélérer la mise sur pied de programmes de formation professionnelle utilisant l'alternance études-travail en accordant un appui financier et organisationnel aux promoteurs de ces programmes. Cette responsabilité est celle du ministère de l'Éducation. Ce dernier doit également poursuivre sur sa lancée permettant aux jeunes de mener simultanément leurs études de base et professionnelles dès la troisième secondaire;

4.2.7

Par ailleurs, il importe que le ministère de l'Éducation concrétise davantage son intention de diversifier les voies permettant l'acquisition d'une formation professionnelle en s'associant à la SQDM pour mettre sur pied un régime d'apprentissage dont les programmes seraient prioritairement offerts aux jeunes intéressés et qui sont en difficulté dans le système éducatif actuel. Le Conseil souligne que la SQDM doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'application du régime d'apprentissage;

4.2.8

Les ministères de l'Éducation et de l'Emploi doivent dès maintenant mettre en place un système de reconnaissance des acquis offrant des crédits qui soient transférables des milieux de la main-d'oeuvre à l'éducation à l'intention des travailleurs désirant revenir à l'école pour compléter leur diplôme.

4.2.9

Du côté des employeurs, le Conseil croit que ces derniers doivent cesser d'attendre passivement que les établissements d'enseignement répondent à leurs besoins en main d'oeuvre qualifiée.

Le Conseil recommande donc que les employeurs de tous les secteurs d'activité économique contribuent activement à améliorer les programmes de formation professionnelle et technique, notamment en offrant des places de stages, de formation par alternance ou d'apprentissage à l'intérieur de leur établissement ou entreprise. Par exemple, le développement d'un régime d'apprentissage commandera l'ouverture de postes en nombre suffisant.

CONCLUSION

Il n'existe pas de recette magique pour contrer le décrochage scolaire et stimuler la réussite éducative d'un plus grand nombre de jeunes. Ces derniers, leurs parents, leurs enseignants, le personnel professionnel, les directions d'écoles et des commissions scolaires ainsi que l'État doivent chacun mettre l'épaule à la roue et consentir un effort supplémentaire.

Le temps est venu de se montrer audacieux et d'aménager le secteur de l'éducation pour favoriser au maximum la réussite du plus grand nombre d'élèves. Il faudra faire sauter certaines barrières administratives, mettre un frein aux luttes de pouvoir et donner aux écoles, aux directeurs, aux enseignants et aux parents les moyens d'innover et de créer un milieu de réussite pour tous les jeunes et pas seulement pour les élèves les plus forts.

Le temps est venu de développer plusieurs modes de cheminement au secondaire et d'offrir aux jeunes des options, des voies compatibles au maximum avec leurs champs d'intérêt et leurs aptitudes intellectuelles. Par exemple, la Voie technologique doit pouvoir être offerte à tous les élèves pour qui elle représente la voie de la réussite.

Pour favoriser la persévérance scolaire des jeunes, l'école et son personnel adulte doit d'abord les considérer comme des personnes à part entière et non comme des codes permanents. On doit les valoriser dans ce qu'ils font de bien et les aider à surmonter leurs points faibles. Chaque école secondaire doit offrir un milieu de vie humain et chaleureux.

Le Conseil permanent de la jeunesse propose notamment de soutenir davantage les jeunes en difficulté d'apprentissage ou de comportement dès le début et tout au long du primaire, de façon à ce que les difficultés du jeune soient aplanies avant qu'elles ne s'accumulent et ne le marginalise irrémédiablement. À titre d'exemple, les besoins en plans d'intervention individualisés sont tels que le personnel en place ne suffit pas à la tâche. L'école doit être pourvue des ressources nécessaires, de façon à ce que ces plans d'intervention existent réellement, autrement que sur papier. À défaut de budgets supplémentaires, on pourrait mettre à contribution un certain nombre d'enseignants mis en disponibilité ou désirant laisser l'enseignement régulier et intéressés par une telle contribution à la réussite des élèves en difficulté.

Le Conseil propose aussi de maintenir un soutien financier adéquat pour le développement et l'application soutenue de projets-écoles efficaces pour accroître la réussite éducative. Les budgets consacrés à cette fin dans le cadre du Plan sur la réussite éducative doivent être maintenus à leur niveau initial.

On doit prolonger et bonifier le Plan sur la réussite éducative lancé en 1992. On doit encore mieux faire connaître les projets-écoles qui démontrent leur efficacité, tout en se rappelant que leur impact n'est pas toujours exportable d'un milieu à un autre et qu'il est généralement tributaire de la qualité et de l'engagement des personnes qui les mènent.

On doit aussi voir à ce qu'un pourcentage des postes d'enseignants libérés par ceux qui prennent leur retraite soient comblés par de jeunes diplômés du nouveau programme de formation des maîtres afin de hausser la qualité de l'enseignement offert aux jeunes.

Le temps est donc venu de changer bien des choses au secondaire, si on veut accroître significativement la réussite éducative. Le temps est venu d'abattre des murs qui retiennent toute la richesse et la diversité des intérêts et des aptitudes des jeunes.

L'élève au coeur des préoccupations doit être plus qu'un slogan vide de sens. L'élève doit non seulement être au coeur des préoccupations, mais aussi l'intérêt de ce dernier doit primer sur celui des autres intervenants du monde de l'éducation et se situer au coeur des décisions et des choix budgétaires et administratifs douloureux qui se font actuellement. Comme société tournée vers l'avenir, en aurons-nous la force et le courage ?

Le Conseil permanent de la jeunesse rappelle qu'en 1996, à l'heure de la mondialisation de l'information et de l'économie, le déficit le plus grave qui pourrait menacer le Québec, c'est la marginalisation et l'illettrisme de sa jeunesse.

Annexe 1

RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL

Afin d'accroître la réussite éducative, le Conseil permanent de la jeunesse recommande au gouvernement de :

1. Prolonger l'application du Plan d'action sur la réussite éducative au-delà de l'année scolaire 1996-1997, d'en maintenir le financement à son niveau initial (43 M \$/an) et, avec l'aide de ses partenaires, d'évaluer sur une base continue l'impact des diverses mesures mises en place de façon à s'assurer de leur efficacité.
2. Humaniser les polyvalentes et stimuler davantage la participation des élèves, notamment par le maintien de ressources adéquates consacrées à la vie étudiante et aux activités parascolaires.
3. Intervenir tôt et assurer un suivi efficace auprès des élèves en difficulté, notamment par l'ajout de ressources humaines affectées au suivi de l'application des plans d'intervention individualisée.
4. Développer ou renforcer les partenariats école-communauté, par exemple avec les municipalités, les groupes bénévoles et les organismes communautaires pour accentuer l'aide aux élèves en difficulté d'apprentissage ou de comportement. Au secondaire, l'école peut, par exemple, s'associer aux coopératives jeunesse de services dans le but d'offrir aux jeunes à risque de décrocher, des projets d'expérimentation du marché du travail, leur permettant de constater les exigences et les dures réalités de l'emploi, aujourd'hui.
5. Offrir à plus grande échelle des alternatives à la voie ordinaire au secondaire, en particulier pour les élèves à risque de décrocher. Par exemple, la Voie technologique a démontré son efficacité auprès de cette clientèle et doit être offerte dans un plus grand nombre d'écoles secondaires.
6. Offrir de meilleurs services aux jeunes en matière d'orientation scolaire et professionnelle. À ce chapitre, l'école doit non seulement améliorer la qualité de l'aide offerte aux élèves en cette matière, mais également y affecter des ressources humaines et didactiques supplémentaires, particulièrement à l'intention des élèves de la troisième à la cinquième secondaire et à tous ceux qui manifestent des retards scolaires dûs à une motivation vacillante. Le Plan individuel de formation

(PIF) dont il est question dans le récent rapport du Groupe de travail⁸ sur la relance de la formation professionnelle des jeunes au secondaire semble une avenue intéressante à instaurer afin de faciliter une meilleure orientation scolaire et professionnelle des élèves.

7. Valoriser et reconnaître l'effort et les talents propres à chaque élève. Afin de stimuler la motivation et l'engagement des jeunes à l'école, en particulier de tous ceux et celles qui peuvent difficilement obtenir les notes les plus élevées et de favoriser également le développement de l'estime de soi, caractéristique essentielle à la réussite, chez le plus grand nombre de jeunes, le Conseil recommande aux autorités scolaires de valoriser et de reconnaître officiellement, par exemple sur le bulletin, dans des communiqués ou lors d'événements spéciaux (ex. : gala Méritas) non seulement les performances scolaires, mais également l'effort individuel, le comportement, l'engagement ou la réussite de l'élève dans le domaine des sports, des arts et de la vie scolaire (ex.: activités parascolaires, association étudiante) ou communautaire.
8. Renforcer le soutien aux projets-écoles. Par exemple, en y consacrant des enveloppes budgétaires réservées afin d'éviter que ces sommes soient détournées à d'autres fins. À cet effet, la formule du financement direct et au mérite de projets issus des équipes-écoles retenue par le Plan Pagé est la bonne et doit continuer de s'appliquer. On doit également exiger et financer des évaluations rigoureuses de ces projets après leur mise en place, de façon à les modifier au besoin pour les rendre plus efficace.
9. Stimuler l'engagement des enseignants auprès des élèves, notamment en facilitant le travail et en valorisant ceux qui s'engagent à l'extérieur de leurs cours dans des activités parascolaires ou de tutorat, dans l'aide aux jeunes en difficulté. À cet effet, les enseignants et le personnel non enseignant mis en disponibilité et intéressés devraient être mis à contribution.

En formation professionnelle :

10. Mieux adapter les programmes de formation professionnelle et le type de pédagogie qu'on y applique aux besoins et aux attentes manifestés par les jeunes attirés par ce type de formation, notamment en teintant les matières générales de références, d'exemples se rapportant aux métiers.

8. Ministère de l'Éducation. *Rapport du Groupe de travail sur la relance de la formation professionnelle des jeunes au secondaire et de la formation technique*, Québec, MEQ, août 1995, p.43.

11. Réviser les critères d'établissement de la carte des enseignements, c'est-à-dire la répartition des options offertes dans les différentes régions du Québec, de façon à lier davantage, mais non de façon exclusive, l'offre des programmes de formation professionnelle à la réelle activité économique régionale.
12. Offrir davantage de lieux de formation dans les régions qui en sont particulièrement dépourvues en misant sur une collaboration plus étroite entre les commissions scolaires, le ministère, les municipalités, les employeurs, les syndicats, la SQDM et les groupes communautaires actifs auprès des jeunes.
13. Multiplier les formes de collaboration entre les écoles et les entreprises privées ou publiques, comme les prêts d'équipements, les stages d'élèves en milieu de travail, le développement de centres de recherche technologique, etc.
14. Intégrer à l'école, à l'intérieur d'un même service spécialisé, l'offre d'aide en matière d'orientation, de placement et de recherche de stage en milieu de travail.
15. Accélérer la mise sur pied de programmes de formation professionnelle utilisant l'alternance études-travail en accordant un appui financier et organisationnel aux promoteurs de ces programmes. Cette responsabilité est celle du ministère de l'Éducation. Ce dernier doit également poursuivre sur sa lancée permettant aux jeunes de mener simultanément leurs études de base et professionnelles dès la troisième secondaire.
16. Concrétiser davantage l'intention du ministère de l'Éducation de diversifier les voies permettant l'acquisition d'une formation professionnelle en s'associant à la SQDM pour mettre sur pied un régime d'apprentissage dont les programmes seraient prioritairement offerts aux jeunes intéressés et qui sont en difficulté dans le système éducatif actuel. Le Conseil souligne que la SQDM doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'application du régime d'apprentissage.
17. Mettre en place un système de reconnaissance des acquis offrant des crédits qui soient transférables des milieux de la main-d'oeuvre à l'éducation à l'intention des travailleurs désirant revenir à l'école pour compléter leur diplôme. Ces responsabilités sont du ressort des ministères de l'Éducation et de l'Emploi.
18. Que les employeurs de tous les secteurs d'activité économique contribuent activement à améliorer les programmes de formation professionnelle et technique, notamment en offrant des places de stages, de formation par alternance ou d'apprentissage à l'intérieur de leur établissement ou entreprise. Par exemple, le développement d'un régime d'apprentissage commandera l'ouverture de postes en nombre suffisant.

Annexe 2

Autres publications du Conseil permanent de la jeunesse comportant des recommandations pour accroître la réussite éducative.

Avis

«Raccrocher» l'école aux besoins des jeunes, 1992, ISBN 2-550-22899-5.

Mémoires

L'éducation dans tous ses états, mémoire présenté à la Commission des États généraux sur l'éducation, octobre 1995, ISBN 2-550-25136-9.

Formation professionnelle : les jeunes exigent un coup de barre, mémoire présenté à la Commission spéciale sur la formation professionnelle portant sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, 1995, ISBN 2-550-24615-2.

La formation professionnelle initiale : un outil de développement pour les jeunes et leur région, document de travail et de réflexion préparé pour le Groupe de travail sur la relance de la formation professionnelle et technique du ministère de l'Éducation, 1995.

Annexe 3

Les membres du Conseil permanent de la jeunesse 1994 - 1997

Martine Bouchard
Directrice d'un SEMO
Montréal

Diane Denault
Représentante, ressources humaines
Verdun

Christine Lagacé
Étudiante en communication
Saint-Ambroise

Julie Lévesque
Vice-présidente du CPJ
Saint-Jean-Port-Joli

Marie-Julie Michaud
Chargée de comptes
Ville de La Baie

Katia Parent
Téléphoniste, Service d'urgence 911
Shawinigan-Sud

Sophie Poirier
Conseillère en orientation au collégial
Gaspé

Stéphane Coudé
Président de l'Atelier
Solo-Création
Montréal

Marc-André Dowd
Vice-président du CPJ
Trois-Rivières

Yves Legault
Étudiant en études est-asiatiques
Brossard

Jana Mansour
Étudiant en droit
Saint-Lambert

Louis Morin
Consultant en aménagement du
territoire et en urbanisme
Montréal

Michel Philibert
Président du CPJ
L'Épiphanie